

102613802

TR/AR/

**L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE**

A QUETIGNY (Côte d'Or), 2 bis Rue du Cap Vert, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Thomas ROQUEL, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée « LEGATIS DIJON QUETIGNY », titulaire d'un Office Notarial à DIJON (Côte d'Or), 23 rue Buffon, ayant un bureau annexe à QUETIGNY, 2 bis rue du Cap Vert,

Avec la participation de Maître Didier LEVRAY, notaire à DIJON (21000) 43 Rue de la Préfecture, assistant l'EMPHYTEOTE,

A REÇU le présent acte contenant AVENANT au BAIL EMPHYTEOTIQUE reçu par Maître Hugues MISSEREY en date du 1^{er} décembre 2006 à la requête des personnes ci-après identifiées.

ONT COMPARU

La **COMMUNE DE QUETIGNY**, Commune, personne morale de droit public située dans le département de la Côte d'OR, dont l'adresse est à QUETIGNY (21800), place Théodore Monod, identifiée au SIREN sous le numéro 212 105 159.

Figurant ci-après sous la dénomination "**BAILLEUR**", sans que cette appellation nuise à la solidarité existant entre eux au cas où il y aurait plusieurs bailleurs.

D'UNE PART

Le **DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR**, Collectivité territoriale dont le siège est à DIJON CEDEX (21035), 53 Bis rue de la Préfecture Hôtel du Département - BP 1601, identifiée au SIREN sous le numéro 222100018

Figurant ci-après sous la dénomination "**EMPHYTEOTE**" sans que cette appellation nuise à la solidarité existant entre eux au cas où il y aurait plusieurs preneurs, y compris les époux.

D'AUTRE PART

PRESENCE - REPRESENTATION

- La COMMUNE DE QUETIGNY est représentée à l'acte par Monsieur Rémi DETANG, Maire de ladite Commune agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Municipal en date du ++++ dont une copie de la délibération demeurera annexée aux présentes après mention. Annexe n°1

- Le DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR est représentée à l'acte par Madame Florence CARDOT, Directrice Générale Adjointe du Poste Ressources et Accompagnement des Transformations.

Ces pouvoirs demeureront annexés aux présentes après mention. Annexe n°2

LESQUELS préalablement aux présentes, ont exposé ce qui suit :

1^{er}ent –

Aux termes d'un acte reçu par Maître Hugues MISSEREY, Notaire à DIJON, le 1^{er} décembre 2006, publié au service de la publicité foncière de DIJON, le 15 janvier 2007 volume 2007P numéro 509,

Suivi d'une attestation rectificative établie par le notaire le 1^{er} décembre 2006 et publiée le 12 février 2007 volume 2007P numéro 1678

1678 de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

il a été conclu un bail emphytéotique entre la Commune de QUETIGNY et le Département de la Côte d'Or.

Ce bail a été conclu, moyennant un loyer annuel de QUINZE EUROS, pour une durée de 30 ans ayant commencé à courir le 1^{er} décembre 2006 pour expirer le 1^{er} décembre 2036

L'objet du bail était alors :

Sur la commune de QUETIGNY (21800)

Dans un ensemble immobilier dont les locaux sont situés dans le bâtiment dit Château Services, savoir :

- 8 bureaux situés en rez-de-chaussée du bâtiment
- 3 bureaux PMI à usage partagé entre le Département et la Commune
- Un hall d'attente et de circulation des sanitaires,
- L'accès aux parties communes (salle de réunions, salle réservée au personnel, reprographie, espaces de documentations et d'animations...)

Ainsi que le bâtiment d'environ 260m² nouvellement construit en extension de l'Espace Solidarité Famille.

L'ensemble des biens immobiliers concernés sont situés sur les parcelles cadastrées :

- Section AM numéro 248 lieudit « Bd de la Motte », pour une contenance de seize centiares (00ares 16 centiares)
- Section AM numéro 354, lieudit « 22 Avenue du Château » pour une contenance de quarante-six ares soixante-douze centiares (46 ares 72 centiares)

Soit ensemble quarante-six ares quatre-vingt-huit centiares (46 ares 88 centiares).

Précision étant ici faite qu'il résulte du bail emphytéotique ci-dessus visé, ce qui suit littéralement rapporté :

« Le locataire s'en engagé à régler au bailleur :

- *Un fonds de concours correspondant au montant hors taxe des travaux d'investissement pour la construction du bâtiment en extension et au réaménagement des locaux existants de l'Espace Solidarité Famille estimés à 425.000 euros hors taxe, à la date du 27 mai 2004.*
- *Une participation aux travaux de création des places de stationnement supplémentaires de 9/16èmes des surfaces réalisées, soit un coût estimatif de 28.125 euros hors taxe pour la part du Département, à la date du 27 mai 2004.*

Le locataire s'en engagé à verser l'ensemble de ces fonds selon l'échéancier suivant :

10%	<i>Lors de la remise du dossier de consultation au Conseil Général pour avis avant lancement de la consultation des entreprises</i>
20%	<i>Lors de la réalisation des fondations du bâtiment créé.</i>
40%	<i>A la mise hors d'air, hors d'eau du bâtiment créé.</i>
30%	<i>Lors de la réception définitive des travaux assortie de la levée des réserves.</i>

Par ailleurs, le locataire versera au bailleur le solde du coût hors taxes des travaux moins les acomptes déjà versés) lors de la fourniture du décompte général et définitif . »

Par courrier en date du 13 septembre 2003, dont une copie demeurera annexée aux présentes après mention, il a été fait état des modalités de la prise en charge financière du réaménagement des espaces actuellement affectés aux services du Département au sein de château services. Annexe n°3

3ent –

Aux termes d'un acte reçu le 21 novembre 2023 par Maître Thomas ROQUEL, avec la participation de Maître Didier LEVRAY, tous deux notaires à DIJON, publié au service de la publicité foncière de DIJON, le 6 décembre 2023, volume 2023P numéro 22993, il a été procédé à la vente par la Commune de QUETIGNY au profit du DEPARTEMENT DE LA COTE de :

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur électrique

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

*Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.*

Précision étant ici faite que :

- *La parcelle cadastrée section AM numéro 393 provient de la division d'une parcelle de plus grande importance alors cadastrée section AM numéro 248*
- *La parcelle cadastrée section AM numéro 395 provient de la division d'une parcelle de plus grande importance cadastrée section AM numéro 354.*

Par suite, il convient donc de procéder à la modification du bail emphytéotique ci-dessus visé.

Celle-ci portera sur :

- la réduction de l'assise cadastrale mais également la nature et la description du bien objet du bail emphytéotique
- et la mise à disposition de cinq places de stationnement.

CECI EXPOSE, il est passé à l'avenant objet des présentes.

AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE

D'un commun accord entre la COMMUNE DE QUETIGNY, **BAILLEUR**, et le DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR **EMPHYTEOTE**, il est procédé à modification de l'assise cadastrale du bien objet du **BAIL EMPHYTHEOTIQUE** conclu aux termes d'un acte reçu par Maître Hugues MISSEREY, Notaire à DIJON, le 1^{er} décembre 2006.

Désormais, ledit bail portera sur le bien ci-après désigné :

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800,

Un bâtiment d'environ 260m² construit en extension de l'Espace Solidarité Côte d'Or ainsi que cinq places de stationnement.

Situés sur les parcelles cadastrées :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 05 ca
AM	396	22 Rue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 46 a 88 ca

*Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.*

Un extrait de plan cadastral et un plan de masse matérialisant ce bâtiment demeurent annexés. Annexe n°4

Précision étant ici faite que les cinq places de stationnement objet des présentes sont matérialisées sur un plan établi entre les parties, dont une copie demeurera annexée aux présentes après mention. Annexe n°5

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT, Notaire à DIJON, le 1^{er} décembre 1966, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1^{er}, le 3 janvier 1967 volume 3364 numéro 34

Echange suivant acte reçu par Maître Hugues MISSEREY, Notaire à DIJON, le 22 avril 1994, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1^{er}, le 20 juin 1994 volume 1994P numéro 6277

Suivi d'une attestation rectificative reçue par le notaire, le 12 juillet 1994 et publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669.

CONSTITUTION DE SERVITUDE

FONDS DOMINANT

L'emphytéote :

Le **DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR**, Collectivité territoriale dont le siège est à DIJON CEDEX (21035), 53 Bis rue de la Préfecture Hôtel du Département - BP 1601, identifiée au SIREN sous le numéro 222100018

Désignation :

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

1
Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

*Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.*

Effet relatif :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON, le 21 novembre 2023, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1^{ER}, le 6 décembre 2023 volume 2023P numéro 22993.

FONDS SERVANT

Propriétaire et bailleur :

La **COMMUNE DE QUETIGNY**, Commune, personne morale de droit public située dans le département de la Côte d'Or, dont l'adresse est à QUETIGNY (21800), place Théodore Monod MAIRIE, identifiée au SIREN sous le numéro 212 105 159.

Désignation :

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Le surplus de l'ensemble immobilier

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 05 ca
AM	396	22 Rue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 77 ca

Effet relatif :

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994 , publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative en date du 12 juillet 1994 publié le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669.

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1er décembre 1966 , publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

NATURE DE LA SERVITUDE

Servitude de passage en extérieur

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant, **BAILLEUR** aux présentes, constitue au profit du fonds dominant représenté par le bien donné à bail, ce qui est accepté par le **PRENEUR**, un droit de passage en tout temps et heure et avec tout véhicule en rapport avec la destination de l'immeuble dont il s'agit.

INDEMNITE

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité distincte du loyer, comme formant un global dans l'opération de louage.

MODALITES D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Ce droit de passage profitera aux **PRENEURS** actuels et successifs du fonds dominant, à leurs familles, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande d'une largeur de mètres, telle de matérialisée sur le plan annexé aux présentes et approuvé par les parties.

Il est précisé que, l'accès à l'ensemble du site étant protégé par un portail d'accès régulièrement fermé la nuit, ce droit de passage ne pourra s'exercer que pendant les heures d'ouverture du site au public.

Néanmoins, dès lors que les circonstances le nécessiteront, le PRENEUR pourra solliciter du BAILLEUR la possibilité d'accéder au bâtiment dont il est propriétaire en dehors des heures d'ouverture au public.

Le BAILLEUR fera alors son affaire de l'ouverture du site au profit du PRENEUR.

Le **PRENEUR** du fonds dominant entretiendra à ses frais exclusifs le passage de manière qu'il soit normalement carrossable en tout temps par un véhicule particulier. Le défaut ou le manque d'entretien le rendra responsable de tous dommages intervenus sur les véhicules et les personnes et matières transportées, dans la mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette de ce passage.

n de son propre fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette de ce passage.

DUREE D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

En application de l'article 705 du Code civil, la servitude s'éteindra au moment de la cessation du bail pour lequel elle est constituée, les droits réels représentant les fonds servant et dominant étant alors réunis dans la même main.

EVALUATION

La présente convention d'exercice d'une servitude légale est évaluée à la somme de CENT CINQUANTE EURO (150,00 EUR).

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE

Cette convention notariée relative à l'exercice d'une servitude légale sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux fins d'information (décret n° 55-22 du 4 janvier 1955, article 37 1 2°).

Elle sera soumise à l'imposition fixe de 125 euros prévue à l'article 679 4° du Code général des impôts.

Toutefois, il sera fait application de l'article 672 du Code général des impôts, cet acte comportant plusieurs dispositions indépendantes donnant ouverture les unes à une imposition proportionnelle, les autres à une imposition fixe, il n'est rien perçu sur ces dernières dispositions, sauf application de l'imposition fixe la plus élevée comme minimum de perception, si le montant de l'imposition proportionnelle exigible est inférieur.

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

La contribution de sécurité immobilière sera perçue au taux de 0,10 % avec un minimum de perception de 15 euros (articles 881 K et 881 M b du Code général des impôts).

RAPPEL DE SERVITUDES

Aux termes d'un acte reçu le 21 novembre 2023, par Maître Thomas ROQUEL, avec la participation de Maître Didier LEVRAY, tous deux notaires à DIJON, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de DIJON 1^{er}, le 13 décembre 2023 volume 2023P numéro 23519, il a été procédé à la constitution des servitudes ci-après littéralement rapportées :

« 1^{er}ENT- SERVITUDE DE PASSAGE DU RESEAU ELECTRIQUE ET DE PASSAGE AU LOCAL DU TRANSFORMATEUR

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Bouvelard de la Motte	00 ha 00 a 16 ca
AM	396	22 Avenue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 88 ca

Effet relatif

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994 , publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative dressée par le notaire, le 12 juillet 1994, publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1^{er} décembre 1966 , publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON ce jour en cours de publication au service de la publicité foncière de DIJON 1.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

MODALITES DE LA SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tréfonds de tous réseaux électriques. Ce droit de passage profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

L'emprise de ces réseaux peut être matérialisée selon le plan approuvé par les parties et annexé aux présentes après mention. Annexe n°3

Précision étant ici faite qu'il peut exister d'autres réseaux non matérialisés sur ledit plan. Les parties déclarent vouloir en faire leur affaire personnelle et s'engagent à ne pas en remettre en cause l'existence ni l'emplacement dès lors qu'il sera avéré que ces gaines, canalisations et réseaux desservent l'une ou l'autre des propriétés constituant le fonds servant ou/et le fonds dominant.

Le propriétaire du fonds dominant fera, le cas échéant, exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement.

Le propriétaire du fonds dominant assurera l'entretien de ces réseaux par les seuls services compétents à ses frais exclusifs ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant.

En cas de détérioration apportée à ces canalisations du fait du propriétaires du fonds servant, ou l'un de ces préposés, ce dernier devra en effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

A titre d'accessoire nécessaire à l'usage de cette servitude de passage de réseaux, le propriétaire du fonds dominant bénéficie d'un droit de passage sur le fonds servant afin d'effectuer ou faire effectuer tous les ouvrages nécessaires, toutes les vérifications utilise ainsi que tous les travaux d'entretien, réparation ou reconstruction de tout ou partie de ces canalisations mais également pour l'accès au transformateur.

Ce droit de passage pourra être exercé à pied ou avec tout engin nécessaire.

2ENT- SERVITUDE DE VUE

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON ce jour en cours de publication au service de la publicité foncière de DIJON 1.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

DESIGNATION DU FONDS SERVANT**A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800** ,

Un ensemble immobilier

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Bouvelard de la Motte	00 ha 00 a 16 ca
AM	396	22 Avenue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 88 ca

Effet relatif

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative dressée par le notaire, le 12 juillet 1994, publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1er décembre 1966, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

MODALITES DE LA SERVITUDE

La propriété constituant le fonds dominant est bordée de fenêtres et ouvertures donnant sur la propriété appartenant au fonds servant.

A ce titre, le propriétaire du fonds servant concède au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, à titre de servitude réelle et perpétuelle, une servitude de vue.

Ces ouvertures sont figurées au plan ci-joint approuvé par les parties et la note rédigée par le Cabinet GIEN PINOT, Géomètres Expert à DIJON. Ces documents demeureront annexés aux présentes après mention. Annexe n°3

Elle ne pourra pas être obstruée et aucune plantation ne pourra être effectuée devant elle qui viendrait à diminuer son efficacité.

Sa mise en place et son entretien se feront aux frais exclusifs du propriétaire du fonds dominant qui ne pourra y apporter aucune modification dans le cours du temps, sauf autorisation du propriétaire du fonds servant et sauf simples travaux d'entretien ou de réparation par suite de vétusté.

3ENT – SERVITUDE DE DESCENTE DE CHENEAUX ET DE DEBORD DE TOIT (S3 ET S4)**DESIGNATION DU FONDS DOMINANT****A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800** ,

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Accusé de réception en préfecture
02715953-00028-00000002M0914
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON ce jour en cours de publication au service de la publicité foncière de DIJON 1.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Bouvelard de la Motte	00 ha 00 a 16 ca
AM	396	22 Avenue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 88 ca

Effet relatif

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative dressée par le notaire, le 12 juillet 1994, publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1er décembre 1966, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

MODALITES DE LA SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, une servitude de surplomb et d'égout de toit (écoulement des eaux pluviales, de toiture et de descente de chéneaux)

En raison de l'implantation de leurs constructions respectives et de la disposition du toit de la construction constituant le fonds dominant, les propriétaires reconnaissent que le fonds dominant surplombe une partie du fonds servant et que les eaux pluviales du fonds dominant s'écoulent sur le fonds servant.

Les frais d'entretien dudit chéneau seront à la charge du propriétaire du fonds dominant.

Toutefois, en cas de dégradation par l'un des propriétaires uniquement, les frais de remise en état seront à la charge de celui responsable de cette dégradation.

Précision étant ici faite qu'il peut exister d'autres réseaux non matérialisés sur ledit plan. Les parties déclarent vouloir en faire leur affaire personnelle et s'engagent à ne pas en remettre en cause l'existence ni l'emplacement dès lors qu'il sera avéré que ces gaines, canalisations et réseaux desservent l'une ou l'autre des propriétés constituant le fonds servant ou/et le fonds dominant.

Ce droit profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

4ENT- SERVITUDE DE PASSAGE DES RESEAUX EXISTANTS (EAU POTABLE ET GAZ)**DESIGNATION DU FONDS DOMINANT**

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier comprenant :

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON ce jour en cours de publication au service de la publicité foncière de DIJON 1.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 16 ca
AM	396	22 Avenue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 88 ca

Effet relatif

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative dressée par le notaire, le 12 juillet 1994, publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1er décembre 1966, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

MODALITES DE LA SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations tant d'alimentation en eau que d'évacuation des eaux usées et pluviales, et de toutes lignes souterraines (telles que alimentation en gaz, téléphone). Ce droit de passage profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

L'emprise de ces réseaux peut être matérialisé selon le plan approuvé par les parties et annexé aux présentes après mention. Annexe n°3

Précision étant ici faite qu'il peut exister d'autres canalisations et réseaux non matérialisés sur ledit plan. Les parties déclarent vouloir en faire leur affaire personnelle et s'engagent à ne pas en remettre en cause l'existence ni l'emplacement dès lors qu'il sera avéré que ces gaines, canalisations et réseaux desservent l'une ou l'autre des propriétés constituant le fonds servant ou le fonds dominant.

021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Le propriétaire du fonds dominant fera, le cas échéant, exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès leur achèvement.

Le propriétaire du fonds dominant assurera l'entretien de ces gaines et canalisations par les seuls services compétents à ses frais exclusifs ainsi que leur remise en état si nécessaire.

L'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant.

En cas de détérioration apportée à ces canalisations du fait du propriétaires du fonds servant, ou l'un de ces préposés, ce dernier devra en effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

A titre d'accessoire nécessaire à l'usage de cette servitude de passage de réseaux, le propriétaire du fonds dominant bénéficie d'un droit de passage sur le fonds servant afin d'effectuer ou faire effectuer tous les ouvrages nécessaires, toutes les vérifications utilises ainsi que tous les travaux d'entretien, réparation ou reconstruction de tout ou partie de ces canalisations.

Ce droit de passage pourra être exercé à pied ou avec tout engin nécessaire.

5ENT- SERVITUDE DE PASSAGE PIETON ET ACCES AU PARKING (S5)

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON ce jour en cours de publication au service de la publicité foncière de DIJON 1.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,

Un ensemble immobilier

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 16 ca
AM	396	22 Avenue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 88 ca

Effet relatif

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative dressée par le notaire, le 12 juillet 1994, publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1er décembre 1966, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

MODALITES DE LA SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage en tout temps et heure, à pieds. Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande conformément au plan ci-joint et approuvé par les parties et aura pour but de permettre l'accès au fonds dominant depuis la voie publique.

Précision étant ici faite que ce droit de passage s'exercera également depuis l'allée des Ombrages jusqu'au portillon entre le bâtiment propriété du Département de la Côte d'Or et le bâtiment « extension » demeurant la propriété de la Commune de QUETIGNY

Il devra être libre à toute heure du jour et de la nuit, ne devra jamais être encombré et aucun véhicule ne devra y stationner.

Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas accord entre les parties.

Le propriétaire du fonds servant entretiendra à ses frais exclusifs le passage de manière qu'il soit normalement carrossable en tout temps.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inappropriée à l'assiette dudit passage.

6ENT- SERVITUDE DE TOUR D'ECHELLE**DESIGNATION DU FONDS DOMINANT****A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800 ,**

Un ensemble immobilier comprenant :

- 15 bureaux
- des sanitaires
- un local "imprimés"
- des locaux sociaux
- une salle de réunions
- un sas d'accueil et espaces de circulations
- Un espace chaufferie, compteurs et un transformateur

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	393	Boulevard de la Motte	00 ha 00 a 11 ca
AM	395	22 Rue du Château	00 ha 02 a 00 ca

Total surface : 00 ha 02 a 11 ca

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Thomas ROQUEL, notaire à DIJON ce jour en cours de publication au service de la publicité foncière de DIJON 1

Accusé de réception en préfecture
 DIJON 1
 Date de télétransmission : 27/06/2024
 Date de réception préfecture : 27/06/2024

DESIGNATION DU FONDS SERVANT**A QUETIGNY (CÔTE-D'OR) 21800** ,

Un ensemble immobilier

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	394	Bouvelard de la Motte	00 ha 00 a 16 ca
AM	396	22 Avenue du Château	00 ha 44 a 72 ca

Total surface : 00 ha 44 a 88 ca

Effet relatif

Echange suivant acte reçu par Maître MISSEREY notaire à DIJON le 22 avril 1994, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 20 juin 1994, volume 1994P, numéro 6277.

Suivi d'une attestation rectificative dressée par le notaire, le 12 juillet 1994, publiée le 27 juillet 1994 volume 1994P numéro 7669

Acquisition suivant acte reçu par Maître NOURISSAT notaire à DIJON le 1er décembre 1966, publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 le 3 janvier 1967, volume 3364, numéro 34.

MODALITES DE LA SERVITUDE

En raison de l'implantation de la construction située sur le fonds dominant, il est procédé à titre de servitude réelle et perpétuelle, à la constitution par le propriétaire du fonds servant au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, une servitude de tour d'échelle. Ce droit profitera aux propriétaires successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit et préposés.

Ce droit de poser une échelle, un échafaudage, des outils, s'exercera exclusivement sur une bande d'une largeur de trois (3) mètres le long de la limite séparative des deux fonds. Il permettra l'entretien, la réparation, voire la reconstruction des bâtiments du fonds dominant se trouvant à ladite limite séparative.

Il s'exercera aux seuls frais de son bénéficiaire à charge pour lui de remettre les lieux en l'état dans lequel il les a trouvés. Le bénéficiaire devra en outre prendre et faire prendre toute mesure afin que la pose des échelles et échafaudages soit effectuée selon les règles de l'art par des personnes qualifiées et agissant dans le cadre de leurs activités professionnelles.

S'il s'agit de travaux de reconstruction ou assimilables, le propriétaire du fonds servant pourra, s'il le désire, les faire surveiller par son architecte dont les honoraires seront à la charge du propriétaire du fonds dominant.

Le bénéficiaire du tour d'échelle devra prévenir le propriétaire du fonds servant au moins huit (8) jours à l'avance par tous moyens à sa convenance, sauf en cas d'urgence dûment justifié. »

Une copie du plan matérialisant ces servitudes demeurera annexée aux présentes après mention. Annexe n°6

PRISE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Il est convenu entre les parties que le présent avenant prendra effet à la date du 1^{er} juillet 2024

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

LOYER

Le présent avenant au bail emphytéotique est consenti et accepté moyennant le loyer annuel de QUATRE MILLE DEUX CENTS EUROS (4.200,00 EUR), sur une base de 70 euros mensuels par place de stationnement, au titre de la mise à disposition de cinq places de stationnement.

Le loyer susvisé sera révisé annuellement, à la date anniversaire du présent avenant, sur la base de la dernière valeur connue de l'indice du coût de la construction (ICC), rapportée à l'indice du coût de la construction du 4^{ème} trimestre 2023 (valeur de référence : 2106)

Ainsi qu'il a été exposé précédemment, le DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR avait pris en charge les travaux de réaménagement des espaces actuellement affectés aux services du Département au sein de « CHATEAU SERVICE », pour un coût historique de 22.400 euros Hors Taxe.

Au 1^{er} janvier 2024, la valeur nette comptable actualisée de ces travaux s'établit à 13 663,84 euros Hors Taxe.

Par suite les parties ont convenu que le paiement de ladite valeur résiduelle serait lissé sur une durée de 10 années et imputé sur le loyer afférent aux places de stationnement. Au-delà, le paiement de ce loyer sera intégralement réglé entre les mains du bailleur.

Précision étant ici faite que cette compensation est réalisée en application des stipulations du bail emphytéotique visé ci-dessous et qu'elle représente la valeur résiduelle de la participation du Département aux travaux effectués sur les locaux dont la location est abandonnée par le ce dernier.

En conséquence de ce qui précède, le loyer dû pour la période courant de 2024 à 2033 sera diminué chaque année de la somme de 1 366,38 euros

Ainsi, le loyer dû en année pleine au titre de l'année 2024 s'établira à 2 833,62 euros.

En outre, pour l'année 2024, le loyer sera calculé au prorata temporis du nombre de mois restant à courir à compter de la date de prise d'effet du présent avenant.

Parallèlement, le loyer et les charges afférents au bail initial seront caclulés pour l'année 2024 au prorata temporis du nombre de mois courus jusqu'à la date de prise d'effet du présent avenant.

Le paiement du loyer susvisé par le PRENEUR devra intervenir au 4^{ème} trimestre de chaque année civile, sur présentation par le BAILLEUR d'un avis des sommes à payer.

CONDITIONS GENERALES

Par suite de ce qui précède, les charges et conditions sont modifiées en ce qui concerne la partie consacrée aux locaux existants.

Celles-ci sont désormais les suivantes :

Entretien – réparation

Les charges d'entretien courant et de réparation courantes seront à la charge du PRENEUR.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Les réparations lourdes seront effectuées par le BAILLEUR à charge pour le PRENEUR de rembourser à ce dernier le coût HT des travaux.

Pour ces réparations lourdes un accord préalable entre BAILLEUR et LOCATAIRE devra être obtenu concernant la nature, le montant des travaux et le planning de réalisation de ces derniers.

L'ensemble des participations dues par le PRENEUR seront réglées sur présentation d'un avis de sommes à payer adressé au Conseil Départemental, le 31 décembre de chaque année.

De plus, le PRENEUR remboursera au BAILLEUR 9/16èmes du coût relatif à l'entretien et aux grosses réparation des parkings, conformément aux dispositions arrêtées par les parties pour le financement de leur aménagement.

Pour les grosses réparations, un accord préalable du BAILLEUR et du PRENEUR devra être obtenu concernant la nature, le montant des travaux et le planning de réalisation de ces derniers.

Impôts et charges

Il devra acquitter exactement les impôts, contributions et taxe à sa charge personnelle et dont le BAILLEUR pourrait être responsable sur le fondement des dispositions fiscales en vigueur. Il devra justifier de leur acquis notamment en fin de bail et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

Il devra également rembourser au BAILLEUR les impôts et charges locatives incombant aux locataires.

Les modalités de facturation des charges sont les suivantes :

Dans la mesure où ce bâtiment dispose de réseaux indépendants (pour le chauffage, l'eau, l'électricité), il convient que le PRENEUR souscrive des abonnements pour chacun des réseaux concernés.

Propriété des constructions en fin de bail

Le transfert de propriété du bâtiment, en fin de bail, au profit du PRENEUR s'effectuera moyennant le versement au profit du BAILLEUR d'une somme de QUINZE EUROS (15,00 EUR).

Si le PRENEUR quitte les locaux mis à sa disposition par le BAILLEUR avant le terme du bail emphytéotique, pour quelque raison que ce soit, le BAILLEUR reste propriétaire du nouveau bâtiment et s'engage à rembourser au PRENEUR la valeur résiduelle de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif ainsi définie sera revalorisée de l'indice du coût de la construction (période de référence 3^{ème} trimestre 2006).

Les autres charges et conditions contenues dans le bail emphytéotique reçu par Maître Hugues MISSEREY, notaire à DIJON, le 1^{er} décembre 2006, demeurent inchangées.

PUBLICITE FONCIERE

Ce bail sera publié au service de la publicité foncière de DIJON 1 .

Le présent bail est soumis à la taxe de publicité foncière comme n'étant pas soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et ne participant pas à une opération de construction.

La taxe de publicité foncière est due, en application des articles 689 et 742 du Code général des impôts, sur le montant cumulé des redevances et des charges, soit sur la somme de cinquante-quatre mille six cents euros (54.600,00 eur).

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, les parties déclarent que le montant cumulé des redevances et des charges est évalué pour la durée du bail à cinquante-quatre mille six cents euros (54.600,00 eur).

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

COPIE EXECUTOIRE

Une copie exécutoire des présentes sera remise au **BAILLEUR**.

FRAIS

Le montant des droits fiscaux et autres frais de ce bail est à la charge de l'**EMPHYTEOTE**, qui s'oblige à leur paiement.

POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

MODALITES DE DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur adressera, à l'attention au preneur, une copie authentique sur support papier ou sur support électronique des présentes qu'ultérieurement, notamment en cas de demande expresse de ce dernier, de son mandataire, de son notaire, ou de son ayant droit.

Néanmoins, le notaire lui adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie scannée de l'acte s'il a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme.

Cet envoi se fera par courriel à l'adresse du preneur qui a été utilisée pour correspondre avec lui durant toute la durée du dossier.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

Les parties reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM09-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.